

RAPPORT ANNUEL 2010

«Le barbare, il faut bien l'avouer, n'a pas de peine à bien se porter, tandis que pour les civilisés, c'est là une lourde tâche»

Sigmund Freud

BILLET DE LA PRÉSIDENTE 2

LES PLATEFORMES 3

Nouvelle plateforme: plateforme hébergement

Plateforme adolescents

Plateforme alcool

Plateforme genre et dépendances

Plateforme jeu excessif

Plateforme nightlife

Plateforme prévention

Plateforme prisons

Plateforme réduction des risques

Plateforme travail social hors-murs

LES FORMATIONS 8

Formation sur mesure

Conférences, colloques et journées publiques

Préparation d'un nouveau «module de base»

L'INVITÉ 9

Jann Schumacher, Ticino Addiction

LES MANDATS 10

Fordd - Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances

Intervention Précoce (IP): un modèle pour accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité

PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

PNA - Programme national alcool

Addiction à internet: état des lieux et projet pilote

ALCOCHOIX+

PAC plus - Plans d'action cantonaux alcool

Une semaine de dialogue sur l'alcool

Prise en compte du tabac dans les lieux spécialisés en addiction

COORDINATION ET REPRÉSENTATION 13

Communication

Communiqués de presse et prises de position

Partenariats suisses et internationaux

Représentation politique au niveau national

COUP DE PROJECTEUR 17

IP - Le modèle d'intervention précoce

FINANCES 18

L'ÉQUIPE 20



BILLET DE LA PRÉSIDENTE

Viviane Prats, Présidente du GREA

Nous avons le plaisir de vous présenter notre rapport d'activité 2010. Celui-ci illustre, comme chaque année, la diversité des projets, la richesse des plateformes thématiques et la multiplicité des objets qui occupent les professionnel-le-s des addictions réunis au sein du GREA.

Cette année, le GREA s'est notamment penché plus activement sur les adolescents en situation de vulnérabilité. Il s'agissait pour nous d'approfondir notre réflexion sur un public plus jeune que les traditionnels clients des services d'aide. Nous avons ainsi saisi l'opportunité offerte par l'Office fédéral de la santé publique qui nous a confié un mandat pour produire une brochure sur l'intervention précoce (IP). Ce travail a permis de réunir et mettre en évidence des expériences menées sur le terrain et d'édicter des recommandations pragmatiques pour la mise en œuvre d'un projet concret. S'inscrivant dans une réflexion plus large qu'une réponse à une problématique individuelle focalisée sur le jeune à problème, il souligne une nécessaire contextualisation des problématiques, prenant en compte l'environnement et la société. Cette réflexion globale favorise la construction de réponses décloisonnées et interdisciplinaires, évitant la stigmatisation et l'exclusion. Nous démontrons ainsi que la mise en œuvre d'une addictologie se construisant de façon interdisciplinaire n'est pas un vœu pieux, mais au contraire, il s'agit à l'heure actuelle de la seule façon possible de penser les interventions dans notre domaine.

Aujourd'hui plus que jamais, pour faire face aux attaques qui mettent le focus sur la responsabilité individuelle dans une lecture simpliste des réalités au détriment d'une réflexion globale et sociologique, il faut prendre en compte l'ensemble des facteurs et des déterminants sociaux et leurs incidences concrètes dans la vie des individus. Nous devons être solidaires et partenaires dans la construction de réponses collectives et concertées afin de défendre des valeurs communes et, in fine, ce qui nous rassemble: la construction d'une réflexion permettant de maintenir des prestations de qualité auprès des personnes qui rencontrent dans leurs trajectoires de vie des difficultés multiples. Ceci ne peut se faire sans le croisement des regards disciplinaires, la mise en œuvre de réponses multiples adaptées aux trajectoires de vie et aux réalités rencontrées. C'est bien ce que nous avons à défendre et c'est bien grâce à l'implication de toutes et tous que nous pouvons y contribuer.

Dans ce sens, nous devons souligner le travail réalisé par les différentes commissions de l'OFSP dans le cadre de la brochure Défi Addictions. Celle-ci participe très clairement aux rapprochements des problématiques et des interventions disciplinaires. Par là même, nous pouvons véritablement avoir le sentiment que notre discours s'inscrit de plus en plus dans une vision commune partagée.

Alors merci pour votre engagement et pour votre soutien au GREA.

LES PLATEFORMES

EN 2010, LES PLATEFORMES DU GREA ONT DÉMONTRÉ UNE GRANDE ACTIVITÉ ET PROUVÉ, SI NÉCESSAIRE, LEUR RAISON D'ÊTRE. CHAQUE PLATEFORME SE RÉUNIT 3 À 4 FOIS PAR ANNÉE. LES PROFESSIONNELS ÉCHANGENT AINSI SUR LEURS PRATIQUES ET SUR L'ACTUALITÉ DE LEUR DOMAINE; LES PLATEFORMES ONT AUSSI LA POSSIBILITÉ DE DÉVELOPPER DES PROJETS QU'ELLES SUIVENT À MOYEN ET LONG TERME.

CETTE ANNÉE, AUX NEUF PLATEFORMES EXISTANTES, S'EN EST AJOUTÉE UNE NOUVELLE: LA PLATEFORME «HÉBERGEMENT» (LIRE ENCADRÉ CI-DESSOUS). LE GREA EST TRÈS HEUREUX D'ACCUEILLIR CELLE-CI.

LE GREA REMERCIE TOUS LES PARTICIPANTS À CES PLATEFORMES ET SOULIGNE EN PARTICULIER LE TRAVAIL INDISPENSABLE ET ENGAGÉ DES COORDINATEUR-TRICES DES PLATEFORMES. GRÂCE À TOUTES ET TOUS, LE CHAMP DES ADDICTIONS EST, EN SUISSE ROMANDE, UN SECTEUR AUTANT ACTIF QUE RÉFLEXIF, POSTURE PARFOIS DÉLICATE MAIS INDISPENSABLE POUR ARTICULER LA THÉORIE ET LA PRATIQUE ET, AINSI, PARTICIPER À L'AMÉLIORATION CONSTANTE DE NOTRE DOMAINE.

NOUVELLE PLATEFORME : PLATEFORME HÉBERGEMENT

Coordination: Eric Mullener, La Tuile, Fribourg

L'offre des accueils de nuit, ou offre bas-seuil, est considérée à raison comme «voiture-balai» des prestations du système social. Répondant à des besoins fondamentaux et ayant pour principes la facilité d'accès et la non-intrusion dans le parcours de vie de ses clients, elle permet de garantir des objectifs institutionnels, tout en maintenant le lien social comme fondamental.

En ligne directe avec les difficultés que rencontre la communauté changeante de ses usagers, l'offre d'accueils de nuit est également un témoin de l'évolution subtile des problèmes sociaux. Ce rôle d'observatoire est toutefois peu valorisé. L'offre bas-seuil est plutôt méconnue, sous-évaluée, voire marginalisée alors qu'elle se trouve au centre des préoccupations de société. Il lui arrive souvent et paradoxalement d'être confrontée à des situations individuelles très aiguës, de devoir agir là où les institutions spécialisées renoncent parfois, alors qu'elle-même ne bénéficie pas de structures adéquates. Les accueils de nuit doivent donc constamment se positionner par rapport aux mutations sociales, légales ou politiques, en ayant une réflexion sur la compatibilité avec leurs principes éthiques, et c'est cela sans doute le plus grand enjeu auquel ils sont confrontés.

Une mise en lien de ces accueils de nuit doit permettre de répondre partiellement à certains de ces constats. Ce lieu permettra également de favoriser le dialogue entre les institutions et les professionnels de même que d'augmenter la visibilité de leur important travail.

Les principales institutions de Suisse romande ont répondu présentes et la plateforme a vu le jour en juin 2010.

Y sont représentées les villes de Genève, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel, Yverdon, Vevey et Sion.

Les membres ont pu confirmer la nécessité d'une mise en réseau pour des domaines de travail divers:

- Valoriser la pratique professionnelle et la philosophie bas-seuil.
- Réflexion sur les compléments d'offre ou développement de synergies avec d'autres réseaux.
- Favoriser et étendre la collaboration avec le monde de la recherche.
- Offrir un organe de consultation pour les politiques ou règlements sociaux touchant à la précarité ou au logement.
- Réflexion sur l'actualité de l'offre.
- Favoriser l'émergence de nouveaux projets d'accueil de nuit en Suisse romande (soutien théorique/logistique à de nouveaux projets).
- Harmoniser les critères d'évaluation statistique.
- Réflexion commune sur les formes de rétribution du personnel, projets opérationnels communs.

PLATEFORME ADOLESCENTS

Coordination: Isabelle Philippe, Fondation Dépendances, Delémont et Patrice Charpentier, Programme Départ, Yverdon-les-Bains

Lors de notre journée de formation en 2009, nous avons pu constater à quel point les professionnels ont besoin de références ou guide-line pour les informer et les soutenir dans l'accompagnement des adolescents dans le domaine des addictions. La tâche principale de la plateforme, en 2010, a donc été de travailler sur un projet de brochure de référence. Il s'agit là de l'aboutissement d'une réflexion entamée dès la création de la plateforme (2007) et qui se poursuit en 2011.

En 2010, la plateforme s'est réunie 4 fois, en plénière, avec en moyenne 10 personnes représentant les différents cantons romands (à l'exception du Jura bernois). Elle a également travaillé 2 fois, en sous-groupe, pour la brochure.

L'idée de tenir les séances dans les différents cantons se heurte visiblement à des obstacles de déplacement. Neuchâtel et Genève ont été possibles, mais la séance à Monthey a dû être annulée. Les échanges concernant les différentes expériences sont toujours très riches et instructifs. Malgré tout ce qui a été effectué et les projets en cours, on observe que le travail avec les adolescents est souvent mal soutenu et menacé par des resserrments budgétaires. Les enjeux sont donc importants à différents niveaux sur cette thématique. Cela reste un vrai bonheur d'animer cette PF avec une équipe hautement compétente, enthousiaste et engagée.

Merci à tous!

PLATEFORME ALCOOL

Coordination: Rose-Marie Notz, Fondation vaudoise contre l'alcoolisme, Lausanne

Composée de 15 membres, la plateforme alcool s'est réunie 4 fois en 2010. Les thèmes abordés ont été les suivants :

- Enfants vivant dans une famille ayant un problème d'alcool: présentation d'un travail mené par Addiction Info Suisse.
- La journée nationale sur les problèmes liés à l'alcool, un essoufflement au niveau romand? Réflexion, discussion sur les motivations des institutions spécialisées à participer à cette démarche (thème 2010: Risque de violence).
- Vente d'alcool à 18 ans? Une réflexion a été initiée afin de proposer des recommandations et partager des ressources documentaires (études).

- Alcochoix+: échanges d'information sur l'évaluation du programme qui est en cours.
- La semaine alcool de mai 2011: information sur cette nouvelle initiative de l'OFSP.
- Le thème des achats-tests a été régulièrement abordé et fera l'objet d'une discussion plus approfondie en 2011.

De plus, le GREA a organisé deux rencontres élargies (ouvertes aux professionnels concernés): l'une dans le cadre du Plan National Alcool (PAC plus) sur le thème des jeunes et de la consommation d'alcool dans l'espace public, l'autre sur la révision de la loi sur l'alcool.

PLATEFORME GENRE ET DÉPENDANCES

Coordination: Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne

En 2010, la plateforme s'est réunie à 4 reprises. La promotion de l'approche genre est au cœur de ses préoccupations et ses activités se poursuivent dans ce sens.

La plateforme est principalement composée de professionnel-le-s du domaine des addictions, mais reste également ouverte à toute personne souhaitant approfondir ses connaissances ou échanger sur cette thématique.

Mme Marie-Louise Ernst, mandatée par l'OFSP pour les questions genre, a contacté la plateforme pour se rapprocher des institutions romandes et initier une collaboration en vue de renforcer et promouvoir l'approche genre dans le domaine des addictions. Un projet de collaboration entre l'OFSP et la plateforme a donc été présenté

aux membres avant d'être adopté.

En tenant compte des demandes et intérêts des participant-e-s, nous avons, d'une part, renforcé les connaissances théoriques avec une présentation de Marilène Vuille - sociologue: «Historique du concept Genre». D'autre part, nous avons travaillé à partir d'expériences concrètes, avec les présentations de:

- Alexandre Pesenti, collaborateur socio-sanitaire de Première Ligne, à Genève: «La question Genre au Quai 9».
- Mme Valérie Seppey Luisier, conseillère et assistante sociale à la Villa Flora, à Sierre concernant la prise en charge sur mesure pour femmes et hommes dépendant-e-s.

PLATEFORME JEU EXCESSIF

Coordination: Yaël Liebkind, Rien ne va plus, Genève

Durant l'année 2010, la plateforme jeu s'est réunie à 3 reprises.

Si un thème central de nos échanges reste la question de l'accès des joueur-euse-s aux structures d'aide, d'autres thèmes nouveaux se développent. D'une part, les jeux en ligne et leur future légalisation; ces activités de jeu occupent en effet une grande place dans l'observation des comportements pour la population des joueurs. D'autre part, les jeux virtuels et les NTIC, activités qui représentent

une thématique d'actualité pour les centres spécialisés. En 2010, la plateforme, en travail de sous-groupe, s'est penchée sur les thèmes de la prévention liée au poker, de l'intervention sur les lieux et de l'intervention via les sites de jeux en réseau. La composition de la plateforme et sa liste de membres ont été remaniées afin de mieux cibler les partenaires régulièrement présents et intéressés. Les opérateurs, auparavant membres permanents, sont dorénavant invités ponctuellement à la plateforme.

PLATEFORME NIGHTLIFE

Coordination: Thierry Humair, CPTT, La Chaux-de-Fonds

La plateforme nightlife est composée de représentants de tous les cantons romands. Elle compte en son sein aussi bien des associations actives sur le terrain (Croix-Bleue, Fegpa, FNA, FVA, Fondation Contact Tavannes, Première Ligne, REPER, Trans-At), des instituts de recherche (IUMSP), que des associations de promotion de la santé (RADIX) ou de coordination (Infodrog, Rel'ier).

En 2010, la plateforme s'est réunie à 3 reprises. Un des points forts de l'année écoulée a été le Club Health qui s'est tenu à Zurich au mois de juin.

La plateforme était représentée lors de cet événement où elle a également fait deux présentations.

La coordination nationale, qui s'est tenue à Bienne au mois de septembre, a montré qu'il fallait renforcer les liens avec la Suisse alémanique pour avoir, dans le domaine nightlife, une offre nationale et non plus uniquement régionale. La plateforme a travaillé sur la possibilité d'exporter un modèle à travers les frontières cantonales. La même réflexion a été menée par nos collègues alémaniques et tessinois, et un rapprochement autour du projet Safer dance across Switzerland est en discussion.

PLATEFORME PRÉVENTION

Coordination: Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in, Neuchâtel

La plateforme s'est réunie à 4 reprises en 2010. Une séance de travail supplémentaire en sous-groupe et une séance interplateformes ont eu lieu afin d'analyser le projet de révision totale de la Loi sur l'alcool.

La prévention est un thème transversal, abordé dans d'autres plateformes sous un angle spécifique (ados, alcool, milieu festif, jeu, etc.). En 2010, les membres de la plateforme se sont donc penchés sur le rôle de la plateforme prévention par rapport aux autres plateformes du GREA. La plateforme a décidé de se centrer sur les aspects liés au traitement politique, administratif, financier de la prévention et de consacrer moins de temps à l'échange autour du développement des projets institutionnels.

Suite au constat d'une tendance à l'individualisation des mesures de prévention, il a été décidé de travailler autour d'un argumentaire qui réaffirme la valeur du collectif face à une approche centrée sur l'individu. Il s'agit de proposer une articulation entre ces deux champs de prévention, ainsi que de légitimer les interventions communautaires et réaffirmer l'importance de la phase «Promotion d'un environnement favorable» du modèle de l'Intervention Précoce (IP).

PLATEFORME PRISONS

Coordination: Catherine Ritter, HUG, Genève

La plateforme prisons a été créée en 2009. Il s'agissait donc de sa seconde année de fonctionnement. Trois réunions ont eu lieu en 2010: le 12 mars, 18 juin et 12 novembre dans les locaux du GREA, à Yverdon-les-Bains.

Lors de chaque réunion, nous avons bénéficié de présentations de la part de personnes impliquées dans certains domaines spécifiques du milieu carcéral:

- Etude sur les dépistages urinaires dans le canton de Genève (Manuel Ogi).
- Présentation du projet «Lutte contre les maladies transmissibles en milieu carcéral-BIG» (Karen Klaue).
- Eléments (chiffrés et qualitatifs) sur l'usage de substances psychoactives pendant l'incarcération (Catherine Ritter et Heino Stöver).

La plateforme prisons bénéficie d'un intérêt important d'intervenants du domaine des addictions qui ne travaillent pas directement en prison; leur nombre dépasse parfois celui des professionnels du milieu carcéral. C'est un moyen précieux pour mieux faire connaître la pratique en prison aux professionnels extérieurs qui participent au décroisement entre les intervenants. Un noyau de personnes régulièrement présentes permet de maintenir l'objectif fondamental de parvenir à des échanges interdisciplinaires. La liste des membres a été complétée et comprend désormais l'ensemble des cantons romands.

PLATEFORME RÉDUCTION DES RISQUES

Coordination: Rachèle Feret, Re'lier, Lausanne

La plateforme s'est réunie à 4 reprises et les échanges entre professionnels romands ont porté sur les aspects concrets de la prévention des maladies transmissibles dans les différents cantons. Nous avons notamment exploré les modalités de remise de matériel stérile en fonction des régions ou cantons. Nous avons également abordé la question des risques liés aux consommateurs non injecteurs, principalement les inhalations.

En 2010, la problématique transversale aux séances s'est articulé autour des consommations de benzodiazépines, notamment le Dormicum®.

Les benzodiazépines à courte durée d'action font régulièrement l'objet de questionnement chez les professionnels des addictions. Leur utilisation à des fins détournées par les personnes toxicodépendantes peut poser en effet des problèmes importants. De nombreuses informations concordantes nous montrent que nous sommes face à un réel problème de santé publique. Nous avons donc élaboré un questionnaire pour nous permettre de faire un état des lieux en Suisse romande sur le Dormicum®. Puis, nous avons récolté les différentes pratiques mises en place en Romandie afin de collectiviser nos ressources.

PLATEFORME TRAVAIL SOCIAL HORS-MURS (TSHM)

Coordination: Vincent Artison, Service éducation et jeunesse, Yverdon-les-Bains

A ce jour, la plateforme réfléchit à l'idée de formaliser davantage son fonctionnement pour dégager les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Ces derniers sont: offrir un espace réflexif, promouvoir la profession, prendre position sur des questions de société relatives à l'exclusion, la précarité et les droits humains.

En plus de la mobilisation dans la rédaction d'articles et la participation active à certains colloques du réseau international en travail de rue Dynamo, la plateforme a aussi mis sur pied les 2^{èmes} assises romandes du TSHM qui ont eu lieu le 23 mars 2010 à Genève, et qui ont rencontré un vif succès.

La plateforme s'est penchée, vers la fin de l'année, sur l'opportunité de lancer un référentiel de compétences pour le travail hors-murs. Une première réunion exploratoire a eu lieu avec des directions pour commencer le processus. Les perspectives concernant la création d'une association romande restent toujours en discussion.

LES FORMATIONS DU GREA

En 2010, l'offre s'est composée de 13 modules et a touché 153 personnes (2 modules ont été annulés par manque d'inscriptions). Comme il se doit, l'offre de formation essaie de trouver un équilibre entre les trois dimensions de la formation professionnelle, soit le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. Ainsi, par exemple, la journée sur les neurosciences a permis d'aborder un thème «pointu» de l'addictologie qui fait l'objet de recherches scientifiques soutenues. La formation à la Thérapie multidimensionnelle est également venue enrichir la palette des savoirs-faire.

FORMATIONS SUR MESURE

1. En mai, une formation a été donnée pour le personnel du Hublot, à Vevey.
2. En juin, nous avons organisé le premier enseignement dans la formation de base des policiers neuchâtelois et de la partie francophone du canton de Berne.
3. En septembre, deux jours de formation ont été organisés pour les professionnels de Besançon sur la thématique de la thérapie multidimensionnelle.

CONFÉRENCES, COLLOQUES ET JOURNÉES PUBLIQUES

- Le 11 mars à Lausanne, en partenariat avec l'Association Boulimie et Anorexie (ABA), une journée s'est déroulée sur le lien entre les Troubles alimentaires et l'addiction (93 participants).
- Le 23 mars à Genève, la plateforme des travailleurs sociaux hors-murs a mis sur pied les 2^{èmes} assises du TSHM qui ont rassemblé 138 participants sur le thème de la «Collaboration avec les Institutions et l'Intervention précoce».
- Le 20 mai à Delémont, le colloque de l'AG du GREA a eu lieu sur le thème «L'intervention dans les addictions: entre interventionnisme et respect de l'individu».

- Le 24 juin, en collaboration avec le Groupe d'experts Formation Dépendances (GFD), la Société Suisse de Médecine des Addictions (SSAM) et Addiction Info Suisse, a eu lieu l'Académie des dépendances sur la thématique de l'apprentissage sociétal, plus précisément sur la manière d'intégrer l'évolution des normes sociales et des mesures structurelles dans le travail en addictologie (67 participants).
- Le 30 septembre à Yverdon, a eu lieu une journée autour de la question: «Quelle insertion pour les personnes dépendantes?» (43 participants).
- Le 2 novembre à Yverdon, a eu lieu une journée sur le thème «Les jeunes et la consommation d'alcool dans l'espace public». Elle a réuni 39 participants: spécialistes des addictions et responsables de l'administration publique.

PRÉPARATION D'UN NOUVEAU «MODULE DE BASE»

Une formation de base aux addictions pour les professionnels et les bénévoles occasionnellement concernés par les addictions sera lancée en 2011.



Jann Schumacher, Président Ticino Addiction; Vice-directeur Ingrado; Membre GFD

EN SUISSE ITALIENNE EST NÉE TICINO ADDICTION !

En 2010, Ticino Addiction, l'association des professionnels du domaine des addictions, a été créée au Tessin. Ce projet vient combler une lacune tant au niveau cantonal que national. Le projet a débuté en 2009, lorsque le GREA et le Fachverband Sucht nous ont demandé d'envisager la création d'une association cantonale des professionnels pour la Suisse italienne. Messieurs Jean-Félix Savary et Markus Theunert sont venus au Tessin, le 19 novembre 2009, pour présenter l'implication des professionnels dans la politique drogues en Suisse. Un écho favorable s'est développé auprès de divers professionnels et institutions tessinois. Quelques rencontres ont permis de définir les bases pour la création de Ticino Addiction.

La réunion constitutive de l'association a eu lieu à Lugano, le 16 juin 2010. Les statuts ont alors été approuvés, le comité et le président élus. Dans l'esprit de collaboration qui était déjà en cours, Madame Isabelle Girod, du GREA, était présente à cette occasion. Les travaux préparatoires ont été réalisés par un groupe restreint mais représentatif. Une invitation à devenir membre a été envoyée à tous les professionnels travaillant dans le domaine (même ceux qui y travaillent de manière ponctuelle). L'association compte ainsi 53 membres.

Ticino Addiction entend poursuivre des buts intersectoriels et transversaux qui ne sont pas couverts par les institutions existantes. Ses principaux objectifs, dans le domaine des addictions et des dépendances, sont la formation, le perfectionnement et l'étude des addictions; l'information et la diffusion des connaissances; l'échange de savoir-faire à travers la rencontre et le partage entre les professionnels tessinois; la collaboration et le partenariat avec les associations similaires au niveau national (et international), ainsi qu'avec les organes fédéraux et cantonaux concernés.

ticino(addiction)

Le comité de Ticino Addiction comprend 16 membres représentant toutes les institutions cantonales. Trois groupes de travail ont été créés et ont commencé des travaux sur les thèmes de la formation, l'intégration, et l'éthique. Les premiers mois d'activité ont également été consacrés au développement du site web www.ticinoaddiction.ch.

Des collaborations nombreuses ont déjà eu lieu avec le GREA et le FS, notamment au sujet de prises de position communes sur des questions de niveau national. Avec trois associations, une dans chaque région linguistique, il est désormais possible de publier une communication qui représente les intérêts de l'ensemble des associations des professionnels des addictions en Suisse.

À la fin de l'année 2010, l'association Ticino Addiction a participé à un premier projet d'importance nationale impliquant l'association en première ligne: la semaine alcool. Ticino Addiction et ses membres sont heureux d'avoir contribué à compléter le secteur des professionnels des addictions aux niveaux cantonal et national et de collaborer ainsi avec les collègues de toute la Suisse!

Sur mandat de partenaires externes comme la Confédération ou les cantons, sur l'impulsion de son propre comité ou de ses plateformes professionnelles, le GREA développe des activités sur des thèmes variés en lien avec le domaine des addictions. Vous trouverez ci-après la liste des mandats qui nous ont occupé en 2010. Chaque collaboration est pour le GREA une occasion de favoriser cet espace interdisciplinaire, démarche indispensable pour le développement de prestations efficaces et reconnues. Pour la confiance qui lui est faite, le GREA tient à remercier l'ensemble des partenaires avec lesquels une collaboration a été possible.

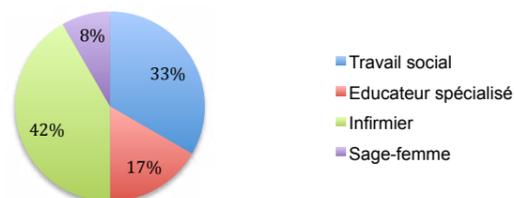
FORDD - FÉDÉRATION ROMANDE DES ORGANISMES DE FORMATION DANS LE DOMAINE DES DÉPENDANCES

En 2010, les trois derniers candidats au certificat postgrade (ancienne version du CAS) ont soutenu leur mémoire. Ainsi, entre 2005 et 2010, on compte 27 professionnels certifiés (certificats postgrade) dans l'ancien programme fordd.

Le cursus du CAS interprofessionnel en addictions a obtenu la reconnaissance de la Société Suisse de Médecine Générale, de la Société Suisse de Psychiatrie et Psychothérapie et le module 1 a été reconnu par la Société Suisse de Médecine Interne. Le 9 juin, une cérémonie de remise des certificats a eu lieu à l'EESP. Les quinze personnes ont reçu leur certificat en présence de la Direction de l'école et de divers membres de la fordd.

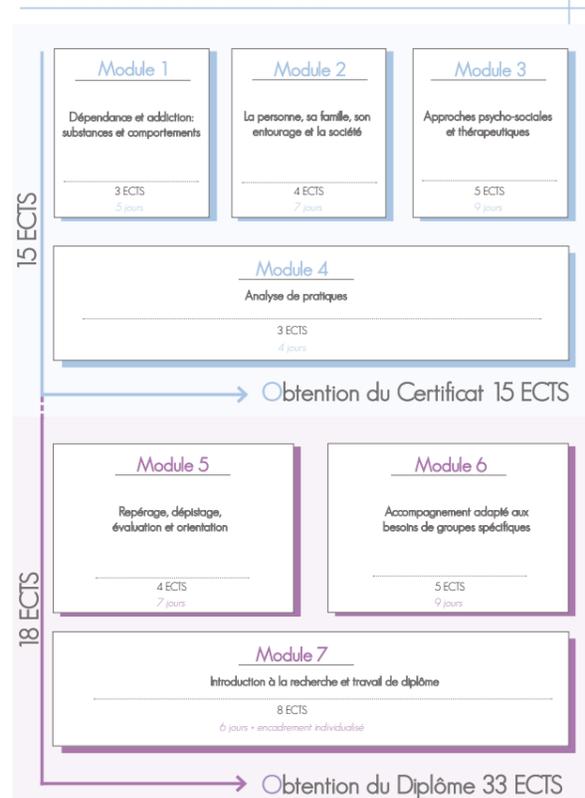
La troisième volée du CAS interprofessionnel en addictions (2009-2010) a compté 12 étudiants auxquels se sont ajoutés 3 participants des volées précédentes qui terminaient leur cursus. L'équilibre professionnel entre les domaines de la santé et du social continue d'être respecté.

2009 - 2010 Répartition en % par secteur d'activité professionnelle



La fordd s'est attelée à la construction du DAS (Diploma of Advanced Studies HES-SO). Cette nouvelle formation offre une reconnaissance supplémentaire pour les intervenants en addictions (33 ECTS). Elle se compose de 49 journées d'enseignement réparties sur deux ans.

Structure modulaire de la formation



INTERVENTION PRÉCOCE (IP): UN MODÈLE POUR ACCOMPAGNER LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Répondant à un mandat de l'OFSP, le GREA a finalisé, en 2010, la brochure «Intervention Précoce». Cette brochure synthétise le travail de plusieurs professionnels sur le modèle de l'intervention précoce.

L'IP est une démarche collective qui encourage l'interdisciplinarité, le travail en réseau et l'implication de la collectivité pour mieux accompagner les jeunes en situation de vulnérabilité (voir Coup de projecteur, p. 20).

PILDJ - PROGRAMME INTERCANTONAL DE LUTTE CONTRE LA DÉPENDANCE AU JEU

Le Programme Intercantonal de Lutte contre la Dépendance au Jeu (PILDJ) est un programme de la Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS) qui regroupe les six cantons romands (FR, GE, JU, NE, VD, VS). La coordination de ce programme est confiée au GREA depuis 2007.

L'année 2010 aura vu le lancement d'une campagne de prévention du jeu excessif réalisée en collaboration avec Addiction Info Suisse et l'ensemble des partenaires du réseau romand. Cette campagne d'affichage «grand public» a rencontré un certain succès, au vu de son impact sur la permanence téléphonique, ainsi que sur le site internet du PILDJ, qui ont été très sollicités (record d'affluence).

Le jeu excessif reste cependant un problème dont on parle peu. La proportion des joueurs excessifs qui consultent un centre spécialisé est évaluée à seulement 2%. Le module de formation des professionnels, potentiellement en contact avec des personnes rencontrant un problème de jeu, s'est poursuivi. Après trois années d'activité, 238 personnes issues de 85 services différents en Suisse romande ont suivi cette sensibilisation sur le jeu excessif.

Le PILDJ a aussi lancé un fonds de recherche et d'évaluation. Le but de ce fonds est de soutenir des projets de recherche dont les résultats trouvent un intérêt et une application auprès des professionnels dans le champ de la dépendance au jeu en Suisse romande. Au vu des dimensions modestes de ce fonds, une priorité est accordée aux requêtes portant sur la problématique de l'endettement et du surendettement. Cinq projets de recherche ont bénéficié d'une aide du PILDJ (www.sos-jeu.ch).

PNA – PROGRAMME NATIONAL ALCOOL

Depuis septembre 2009, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a confié au GREA un mandat pour le renforcement de la politique alcool en Suisse romande. Celui-ci s'articule essentiellement autour du soutien aux activités du PNA. Le rôle du GREA consiste à rassembler les actualités régionales, ainsi qu'à répondre aux demandes de la Confédération ou des autres organismes responsables de la mise en œuvre du PNA.

ADDICTION À INTERNET: ÉTAT DES LIEUX ET PROJET PILOTE

En collaboration avec l'OFSP et le Fachverband Sucht, le GREA réalise un état des lieux sur l'offre de prestations en Suisse romande et au Tessin pour la prévention et la prise en charge des situations d'addiction à internet. Il s'agit de dégager une approche commune du phénomène de la cyberaddiction, qui ne fait pas encore consensus dans les réseaux addictions.

Le GREA a également mis en route un projet pilote en collaboration avec l'association de joueurs Swiss Gamers Network, via un soutien d'Infodrog. Le but du projet est de donner la parole aux utilisateurs sur leurs pratiques d'internet, en particulier leurs activités de jeux vidéo. Une animation sur le forum de Swiss Gamers Network, un sondage et un questionnaire sont prévus pour récolter des informations sur la perception et l'utilisation d'internet par cette population. Cette expérience novatrice représente une opportunité très intéressante de mieux saisir la problématique, en travaillant main dans la main avec les joueurs.

ALCOCHOIX+

Le mandat Alcochoix+ se décline actuellement sur 3 fronts. Premièrement, l'offre est maintenant proposée par 10 institutions de Suisse romande et 3 médecins en cabinet privé. Celle-ci continue donc de s'étendre. Deuxièmement, l'évaluation du programme est en cours sous la direction du D^r Thierry Favrod-Coune, HUG. Cette évaluation se basera sur les données récoltées par un questionnaire au début du programme puis après les 6 semaines; enfin pour les usagers qui l'acceptent, ils seront recontactés 3 mois puis 12 mois plus tard. Troisièmement, la formation connaît toujours un certain succès, avec 11 participants en 2010. Parallèlement, l'élaboration d'une formation E-learning pour les médecins généralistes est en cours d'élaboration.

En 2011, le groupe de pilotage s'attachera à améliorer le site www.alcochoix.ch et la publicité auprès d'un large public afin de mieux toucher la cible.

PAC PLUS – PLANS D’ACTION CANTONAUX ALCOOL

Afin de répondre au mieux aux attentes et besoins des cantons, la Régie fédérale des alcools (RFA), l’Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Commission fédérale pour les problèmes liés à l’alcool (CFAL) - organisateurs des journées PAC plus - ont souhaité offrir, dès 2010, des demi-journées régionales portant le label «PAC plus». Ces demi-journées s’adressent aux acteurs cantonaux des domaines de la justice et de la police, du social, de la santé et du secteur privé concernés directement par des questions relatives à la thématique alcool.

Le GREA a organisé la première demi-journée «PAC plus» romande, le 2 novembre 2010 à Yverdon, sur le thème «les jeunes et la consommation d’alcool dans l’espace public». Elle a réuni 39 participants.

Lors cet après-midi PAC plus, les participants ont discuté et validé un ensemble de mesures à mettre en œuvre en matière de gestion de la consommation d’alcool des jeunes dans l’espace public. Il a résulté de ces discussions un document de synthèse, reflet d’une vision commune en la matière. Ce document offre un socle conceptuel pour les différents acteurs impliqués dans la gestion et l’encadrement de la consommation d’alcool dans les lieux publics.

UNE SEMAINE DE DIALOGUE SUR L’ALCOOL

Afin de renforcer le dialogue sur l’alcool, l’OFSP a décidé, en 2010, la mise en place d’une campagne nationale d’un genre nouveau s’inscrivant dans le Programme National Alcool 2008-2012 (PNA).

Le premier événement de cette campagne consiste en la Semaine Alcool, une semaine d’actions qui s’adresse à l’ensemble de la société civile. Cette semaine se tiendra une année sur deux (2011, 2013), en alternance avec la traditionnelle journée nationale dédiée aux problèmes d’alcool.

La Semaine Alcool est un concept qui provient d’Allemagne. Elle arrive en Suisse alors que plusieurs révisions législatives sont en cours au niveau fédéral (loi sur la prévention, révision de la loi sur l’alcool, révision de la loi sur les denrées alimentaires, etc.). Cette situation est vue comme une opportunité de poursuivre le débat sur le thème de l’alcool et de la responsa-

bilité individuelle. Dans l’optique de donner la parole à l’ensemble de la société civile, le GREA a contacté dans chaque canton les représentants de plusieurs champs d’action (monde sportif, médecine, sécurité, enseignement, milieux économiques, spécialistes des addictions, pouvoirs publics, etc.).

Afin de coordonner la mise en place d’une telle campagne sur l’ensemble du territoire suisse, le GREA a participé activement aux séances de la direction de projet de la Semaine Alcool. Le GREA a, en outre, appuyé la section «Campagnes» et la section «Alcool et Tabac» de l’OFSP dans la mise en place du site internet de la campagne (www.je-parle-d-alcool.ch).

PRISE EN COMPTE DU TABAC DANS LES LIEUX SPÉCIALISÉS EN ADDICTIONS

Le GREA et le Fachverband Sucht ont débuté un nouveau projet sur la prise en compte du tabac dans les lieux spécialisés en addictions en Suisse. Ce mandat du Fonds de prévention du tabagisme de l’OFSP, consiste à réaliser un état des lieux et formuler des recommandations. L’hypothèse de base postule que la prise en compte du tabac auprès des différents lieux spécialisés en addictions peut globalement être améliorée. Le mandat a commencé en août 2010 et est prévu pour une durée de deux ans.

Ce travail de terrain est intéressant à plus d’un titre. Plutôt que de réfléchir à des modèles abstraits, il devrait permettre de regarder concrètement comment nous pouvons aller vers plus de cohérence dans la prise en charge des questions d’addictions. Nous espérons par ce biais offrir une plateforme ouverte et dynamique entre professionnels travaillant sur différentes substances.

COMMUNICATION

SITE INTERNET ET IDENTITÉ VISUELLE

En 2010, le GREA a revisité ses outils de communication, notamment son site internet qui a été entièrement refait ainsi que son identité visuelle avec un nouveau logo (ci-dessous).

Le nouveau site du GREA est devenu un outil dynamique qui propose, avec son système de «news», une actualité quasi quotidienne. Toutes les activités du GREA se trouvent sur le site internet et une nouvelle section plateforme a vu le jour. Grande nouveauté: il est possible pour tous les visiteurs, suivant une procédure très simple, de poster des news sur le site. Chaque professionnel est donc aussi rédacteur du site romand des addictions.

Pour toute demande de précisions, n’hésitez pas à joindre le GREA: info@grea.ch

REVUE «DÉPENDANCES»

Le GREA et Addiction Info Suisse ont publié trois nouveaux numéros de la revue «Dépendances» en 2010. Les numéros parus en 2010:

1. n°40 «L’entourage»
2. n°41 «Manger n’est pas si facile»
3. n°42 «Nightlife»

Tous les articles sont disponibles en format pdf sur le site internet du GREA une année après leur parution dans la version papier.

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué ces dernières années à la rédaction de «Dépendances», en particulier les professionnels qui donnent de leur temps pour transmettre leur savoir-faire, exercice précieux dans l’espace interdisciplinaire des addictions.

ÉVOLUTION DES MEMBRES DU GREA

Le GREA voit l’augmentation de ses membres suivre une lente et régulière progression, l’objectif des 400 membres étant bientôt atteint.



A noter que le nouveau statut de «membre de soutien» pour les institutionnels a été adopté en 2009.

GREA-INFOS

Le bulletin d’information du GREA a paru trois fois en 2010.

Ce bulletin informe les membres du GREA de l’actualité de l’association et permet de suivre les projets en cours (mandats, plateformes), ainsi que les derniers enjeux politiques nationaux; un focus est également régulièrement porté à l’international.

Le GREA-Infos est en consultation libre sur le site internet du GREA.

LE GREA CHANGE DE LOGO



COMMUNIQUÉS DE PRESSE ET PRISES DE POSITION

Le GREA a maintenu une présence active dans le paysage médiatique en 2010, avec 30 prises de paroles dans les médias romands sur une variété de sujets.

PRISES DE POSITION 2010

- Prise de position du GREA saluant la sortie du rapport «Défi addictions» - 09 septembre 2010
- Prise de position du GREA sur la 6^e Révision de la Loi sur l'Assurance Invalidité, deuxième volet (LAI 6b) - 15 octobre 2010
- Prise de position du GREA dans le cadre de la consultation relative à la révision totale de la Loi sur l'alcool (Lalc) - 31 octobre 2010
- Réponse du GREA à la consultation sur les trois ordonnances fédérales d'application de la Loi sur les Stupéfiants (LStup) - 30 novembre 2010

COMMUNIQUÉS DE PRESSE 2010

- «La publicité pour l'alcool à la TV: respecter la protection de la jeunesse» - 01 février 2010
- Annonce des 2^{èmes} «Assises du Travail Social Hors-Murs» - 16 mars 2010
- «Les professionnels des addictions désapprouvent la libéralisation du secteur des casinos approuvée par la Confédération» - 25 mars 2010
- Assemblée générale 2010 du GREA - 3 mai 2010
- «Renvoyer le Texas Hold'em au casino? Une erreur pour la prévention» - 02 juin 2010
- «Loi sur l'alcool: une occasion manquée» - 30 juin 2010

PARTENARIATS SUISSES ET INTERNATIONAUX

SUISSE

Le GREA promeut une mise en commun des énergies pour une meilleure prise en compte de l'expertise des milieux professionnels dans les politiques publiques en Suisse. Pour ce faire, il collabore étroitement avec tous les acteurs du champ professionnel, ainsi qu'avec les administrations publiques investies dans ces problématiques. Il se réjouit tout particulièrement de la mise sur pied en 2010 d'une association tessinoise qui permet de bénéficier d'une couverture nationale des associations interdisciplinaires des addictions, en complément du Fachverband Sucht et du GREA.

Le regroupement des diverses sensibilités du réseau addictions peut parfois comporter des difficultés. Ce travail de médiation pour définir des positions communes entre tous les acteurs du domaine est cependant essentiel. C'est de cette manière que nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice des politiques addictions.

Nous tenons ici à remercier nos partenaires nationaux

- Fachverband Sucht
- Ticino Addiction
- Addiction Info Suisse
- Swiss Society of Addiction Medicine (SSAM)
- Coordination politique addiction (NAS-CPA)
- Groupe d'experts en formation dépendances (EWS-GFD)
- Avenir social
- Radix - Infodrog

Nos principaux partenaires romands :

- Collège Romand de Médecine des Addictions (CoRoMA)
- Coordination Romande des Institutions Dépendances (CRIAD)
- Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
- Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances (fordd)

Nos principaux partenaires publics :

- Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales (CLASS)
- Office fédéral de la santé publique (OFSP)
- Office fédéral de la police (FedPol)
- Office fédéral de la justice (OFJ)
- Office fédéral des assurances sociales (OFAS)
- Régie fédérale des alcools (RFA)

INTERNATIONAL

La Suisse est un petit pays. Néanmoins, elle suscite l'intérêt de la communauté internationale pour les solutions innovantes qu'elle a su mettre en place dans les années nonante sur les drogues illégales. Sa voix, au niveau multilatéral, peut apporter des perspectives intéressantes à nos partenaires. Parallèlement, elle a également beaucoup à apprendre des expériences menées dans d'autres pays. La faiblesse de la régulation du marché des drogues légales reste notamment une préoccupation centrale. Sur les drogues, des expériences nouvelles se font jour ailleurs depuis les années deux mille, expériences qui peuvent à leur tour enrichir le débat suisse. Ce lien avec l'extérieur doit donc être maintenu à travers des plateformes européennes et mondiales.

CRÉATION DU RÉSEAU EUROPÉEN DE RÉDUCTION DES RISQUES

Harm Reduction International (anciennement IHRA – International Harm Reduction Association) a décidé de lancer un nouveau réseau de réduction des risques en Europe, nommé EuroHRN. Celui-ci est subdivisé en trois sous-réseaux (nord, sud et est). La Suisse romande se trouve dans le réseau sud, coordonné par ADPES au Portugal. Elle y retrouve ses partenaires de longue date de la CLAT.

Un premier séminaire a eu lieu à Porto en octobre 2010. Il a permis aux différents acteurs de la réduction des risques d'échanger au sujet de leurs stratégies politiques et de construire ensemble de nouveaux messages à communiquer, ceci dans un contexte de crise budgétaire et d'intensification de la normalisation des groupes marginalisés.

CONGRÈS FRANCOPHONE SUR LA SUBSTITUTION

L'Association nationale des intervenants en toxicomanie et addictologie (ANITEA) a organisé les 4 et 5 novembre 2010 à Paris, le deuxième colloque francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes (TDO). Dans ce cadre, elle s'est associée avec différents partenaires francophones (l'ASUD, l'ELSA, le Cran, la FEDITO, le COROMA et le GREA). Le COROMA, le GREA et l'OFSP ont conjointement proposé des intervenants pour la Suisse romande. Le GREA a également assuré la coordination opérationnelle de cet événement.

Ce colloque a privilégié la présentation d'expériences concrètes, de projet de recherches et d'innovations. La diversité des axes retenus, du traitement de substitution aux opiacés au sevrage, de l'ambulatoire au résidentiel en passant par l'insertion et la précarité, a permis de dresser un état des lieux des pratiques et des politiques en francophonie.»

IDPC

Le GREA est actif au sein du réseau mondial d'ONG de l'International Drug Policy Consortium (IDPC). Par ce biais, les professionnels peuvent apporter leur modeste contribution au débat mondial sur les drogues, notamment au niveau des organisations internationales.

REPRÉSENTATION POLITIQUE AU NIVEAU NATIONAL

LOI SUR L'ALCOOL

L'année 2010 aura été marquée par la sortie du premier projet de révision de la loi sur l'alcool du Conseil fédéral. Confié à la Régie fédérale des alcools, le projet a fortement déçu. Celui-ci a renforcé l'opposition de toutes les personnes qui sont solidaires avec les problèmes associés à la consommation d'alcool. Les villes et cantons romands, aux prises avec des difficultés de consommation, notamment chez les jeunes, n'ont que très modérément apprécié cette nouvelle offensive de libéralisation du marché de l'alcool.

La révision de la loi sur l'alcool s'est donc imposée comme un enjeu prioritaire du réseau addictions. Sans une reprise en main de la politique alcool de notre pays, il paraît illusoire d'avoir un jour une politique cohérente des addictions. Le GREA a donc initié un travail de fond et de mobilisation sur le long terme pour mieux prendre en compte les problèmes liés à l'alcool dans notre société. Nous travaillons en étroite collaboration avec Addiction Info Suisse, qui est le leader naturel et historique de ce combat, et tous nos autres partenaires.

MISE EN ŒUVRE DE LA LSTUP

Le travail de révision des ordonnances a commencé dès l'adoption par le peuple de la nouvelle loi sur les stupéfiants. Le GREA a pu amener son expertise sur plusieurs aspects sensibles, notamment la mise en œuvre de l'article 3c de la LStup concernant l'annonce. De vastes débats ont pu avoir lieu sur cette épineuse question. Le GREA y a d'ailleurs consacré son colloque annuel 2010. Sur une question de ce type, il est important de faire la part des choses entre de «bonnes» intentions et des pratiques nocives qui peuvent nuire au noble objectif initial.

CANNABIS ET AMENDES D'ORDRES

Le modèle des amendes d'ordre pour le cannabis vise à remplacer la procédure pénale actuelle par une procédure purement administrative, avec une amende à la clé (mais sans jugement). Le Fachverband Sucht et le GREA ont élaboré une position commune en faveur de ce projet, en excluant les mineurs. Nous avons été invités à présenter nos arguments à la sous-commission parlementaire en charge du projet. Suite à son adoption, une consultation aura lieu en 2011 qui va déterminer son avenir.

RÉVISION DE LA LOI SUR LES LOTERIES

Le Conseil fédéral a proposé un contre-projet à l'initiative de la Loterie Romande sous la forme d'un nouvel article constitutionnel. Les professionnels des addictions n'ont pas été intégrés à ce travail malgré leurs demandes répétées. Il s'agit donc de continuer à rester vigilant et de pouvoir faire passer notre message par d'autres canaux, en premier lieu au Parlement.

LE RAPPORT «DÉFI ADDICTIONS»

L'année 2010 restera comme la première étape concrète d'une politique cohérente des addictions. Pour la première fois, les trois commissions fédérales sur l'alcool, le tabac et les drogues illégales ont produit un rapport commun, édictant les principes autour desquels pourrait s'élaborer une véritable «politique des addictions». Ce rapport novateur adopte une perspective de santé publique qui permet de trouver une cohérence au tout. D'autres perspectives mériteront d'être approfondies, raison pour laquelle le GREA s'engage résolument dans la promotion de ce travail et entend poursuivre la réflexion.

IP – LE MODÈLE D'INTERVENTION PRÉCOCE

Kim Carrasco, collaborateur scientifique, Rel'ier



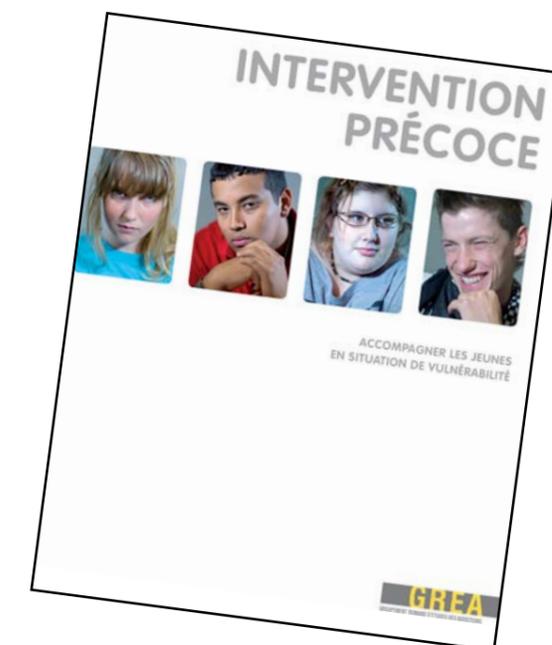
Le GREA a réalisé une brochure sur l'Intervention Précoce sur mandat de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Ce concept novateur et complexe, validé par les professionnels, permet d'apporter des connaissances précises, de mettre en évidence des expériences romandes, ainsi que d'édicter des recommandations pour une mise en œuvre adaptée aux différents contextes et aux projets existants.

La réalisation de cette brochure a été rendue possible grâce à la participation de nombreux experts romands des domaines de la jeunesse et des addictions réunis par le GREA. Spécialistes de corps professionnels variés dans le social et le médical, ils ont contribué à la conceptualisation de l'Intervention Précoce par la mise en commun de leurs réflexions et de leurs expériences pratiques. Les apports spécifiques, au départ forts éloignés, ont démontré toute la complexité et l'intérêt du rapprochement des domaines souvent considérés à tort comme inconciliables.

En tant que démarche au carrefour entre promotion d'un environnement favorable pour tous et prise en charge à visée thérapeutique des difficultés individuelles, l'intervention précoce démontre l'intérêt du décloisonnement des savoirs afin de rendre les actions des différents spécialistes complémentaires et intégrées dans une approche commune. Le concept d'Intervention Précoce peut être considéré comme une tentative réussie de construction d'un dénominateur commun permettant à chaque corps professionnel d'intégrer sa réalité de travail dans un continuum d'actions visant à mieux accompagner les jeunes en situation de difficulté.

Le concept d'Intervention Précoce, dont la brochure a été diffusée au début 2011, est désormais appelé à s'ancrer et s'implémenter dans les différents cantons romands avec le concours de centres de références. Des présentations et des formations dans différents contextes professionnels sont prévues pour la suite afin de favoriser la compréhension et la mise en œuvre de l'Intervention Précoce. Un accent particulier sera mis sur l'échange et la valorisation des bonnes pratiques; une journée romande est ainsi prévue pour renforcer la réflexion interdisciplinaire entre de multiples professionnels.

Le site www.interventionprecoce.ch permet d'accompagner de façon interactive le développement de cette démarche prometteuse.



BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2010 ET 2009

ACTIFS	2010	2009
Caisse	321.90	578.40
CCP	172'997.31	149'618.24
Livrets épargne: 10 ^e anniversaire	6'218.65	6'203.15
Raiffeisen cpte sociétaire	147'887.15	147'317.55
Débiteurs	20'869.75	59'782.63
C/c PILDJ	2'969.34	0.00
Impôt anticipé à récupérer	166.49	301.95
Titres	200.00	200.00
Actifs de régularisation	68'771.70	36'460.95
Mobilier d'exploitation	14'800.00	6'800.00
Matériel de cours	1'100.00	2'345.00
Total de l'actif	436'302.29	409'607.87

PASSIF	2010	2009
Créanciers	29'260.29	7'365.69
TVA due	15'474.81	14'753.06
Passifs de régularisation	55'792.00	53'500.00
Compte de transit	1'593.25	518.25
Fonds mandat Alcochoix+	15'755.08	19'955.08
E-learning Alcochoix+	10'000.00	10'000.00
Evaluation Alcochoix+	42'200.00	42'200.00
Fonds communication	17'963.58	17'963.58
Fonds formation	8'000.00	14'000.00
Fonds réserve «Femmes dépendances»	6'000.00	6'000.00
Réserve projet de prévention	30'000.00	30'000.00
Réserve pour équipement	8'171.00	8'171.00
Réserve campagnes politiques	20'941.36	20'941.36
Réserve plan social	82'983.12	72'983.12
Capital au 31 décembre	91'256.73	91'179.65
Bénéfice net de l'exercice	911.07	77.08
Total de l'actif	436'302.29	409'607.87

COMPTE DE PERTES ET PROFITS COMPARÉS 2010 ET 2009

RECETTES	2010	2009
Produits colloques	5'257.40	1'439.95
Produits divers	51'352.67	53'679.20
Formations GREA	106'596.99	92'239.86
Mandats	360'634.21	277'831.15
Subventions	330'401.15	297'509.29
Produits financiers	1'070.80	991.70
Total	855'313.22	723'691.15

DÉPENSES	2010	2009
Colloques	8'280.49	7'320.29
Formation	65'110.84	61'318.15
Charges plateformes	1'737.65	2'428.13
Coordination	22'854.96	19'083.37
Communication	12'916.18	14'492.83
Projets	15.80	-501.21
Mandat consommation contrôlée	156.13	0.00
Charges de personnel de production	544'305.10	481'055.52
Charges sociales	92'741.36	78'460.70
Frais de personnel	8'423.11	3'631.01
Charges de locaux	16'264.63	14'933.62
Qualité	519.98	2'250.00
Assurances-choses, droits et taxes	382.55	382.55
Charges d'administration et d'informatique	55'641.68	37'676.54
Autres charges d'exploitation	4'192.44	6'420.83
Frais financiers	877.84	417.85
Amortissements et attribution provision	9'981.41	4'521.19
Attribution réserve plan social	10'000.00	0.00
Total des charges	854'402.15	733'891.37
Résultat net d'exploitation	911.07	-10'200.22
Produits extraordinaires	0.00	11'836.00
Charges extraordinaires	0.00	-1'558.70
Bénéfice net de l'exercice	911.07	77.08

LE SECRÉTARIAT

Nathalie Arbellay, collaboratrice scientifique
Kim Carrasco, collaborateur scientifique
Maria Christoffel, responsable de projet (jusqu'au 31 juillet 2010)
Valérie Destribois, médiaticienne
Marie-Claude Eisenring, secrétaire (jusqu'au 31 juillet 2010)
Isabelle Girod, responsable de formation
Frédéric Richter, responsable de projet
Josiane Reguin, secrétaire (dès le 1^{er} septembre 2010)
Jade Ruppen, responsable de projet (dès le 1^{er} septembre 2010)
Jean-Félix Savary, secrétaire général

LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Olivier Bolomey
Pascal Bühlman
Alessandro Facchini
Pascal Oguey
Christophe Pasche
Aurélia Vallat

LE COMITÉ

Viviane Prats, présidente, membre du bureau, Vaud
Pierre-Yves Aubert, vice-président, membre du bureau, Genève
Sophie Arnaud, Vaud
Guido Biscontin, Fribourg
Michel Comment, Jura
Jean-Alain Dubois, Berne
Pierre Duffour, Fribourg
Cédric Fazan, membre du bureau, Vaud
Anne François, Genève
Thierry Humair, Neuchâtel
Thierry Radermecker, Fribourg
Gérald Thévoz, Genève
Philippe Vouillamoz, Valais
Joerge Riesen, Neuchâtel